Déclaration : Face à la crise sociale et politique du Nicaragua - Solidarité avec les revendications populaires et contre la répression Ortegiste !

jeudi 1er novembre 2018, par [Quatrième Internationale](#) (Date de rédaction antérieure : 28 octobre 2018).

Sommaire

- [La révolution populaire \(...\)](#)
- [La trahison du programme \(...\)](#)
- [Fronts de lutte féministes et](#)
- [Avril 2018 et la mobilisation](#)

La révolution populaire sandiniste

Le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) est né comme « organisation d'avant-garde » avec une orientation anti-impérialiste et révolutionnaire, telle qu'établie dans son programme historique (1969), « capable de prendre le pouvoir politique (...) en établissant un système social qui élimine l'exploitation et la pauvreté auxquelles notre peuple a été soumis dans l'histoire ».

Après la défaite de la dictature de Somoza en juillet 1979, le FSLN bénéficiait du large soutien de la majorité de la population et a essayé de poser les fondements objectifs et subjectifs d'un projet révolutionnaire à caractère socialiste, même s'il existait de grands défis à relever dans un pays avec une économie fortement dépendante et une déstructuration sociale profonde, sans parler de la contre-révolution promue par les États-Unis dans les années 1980, qui sera décisive à ce stade du sandinisme. La IV^e Internationale avait immédiatement salué le renversement de la dictature et était pleinement solidaire avec le mouvement populaire révolutionnaire.

Conscient que les transformations économiques et sociales radicales seraient graduelles, le FSLN a mis en place une Junte de reconstruction nationale où le bloc sandiniste et la bourgeoisie étaient représentées. Il a donc été proclamé que les principes de la révolution étaient l'économie mixte, le pluralisme politique et le non-alignement, en tant que stratégies nécessaires à court terme.

À long terme, le programme historique du FSLN constituait le cadre général à développer, même s'il n'était pas exécuté dans son intégralité, laissant d'importantes lacunes quant à l'émancipation des femmes (en particulier en laissant intactes les lois restrictives sur l'avortement qui n'autorisaient les interruptions de grossesse que si la vie de la femme était en danger) ou les exigences de la paysannerie ainsi que de très graves erreurs, telles que le respect de la dette extérieure contractée par Somoza et la mise en œuvre de politiques monétaristes à la fin des années 80. En outre, à partir

de 1988, les dirigeants sandinistes ont mis en place un plan d'ajustement structurel qui dégradait les conditions de vie des pauvres sans toucher les riches. Ces politiques ressemblaient beaucoup aux conditions habituelles imposées par le FMI et la Banque mondiale tandis que, parallèlement, sous la pression de Washington, les deux institutions avaient suspendu leur aide aux autorités sandinistes. Ces politiques d'ajustement ont été très critiquées par certaines tendances au sein du FSLN car les efforts d'ajustement accablaient les classes populaires.

Cependant, le programme du FSLN comprenait la construction d'un gouvernement révolutionnaire qui permettrait la pleine participation de toute la population, au niveau national et local, le respect des droits humains, la liberté d'organiser le mouvement syndical dans les villes et les campagnes, la liberté d'organiser des groupes de paysans, de jeunes, d'étudiants, de femmes, etc. Les latifundios furent expropriés, la terre redistribuée et des syndicats et des associations paysannes se sont formés. Il y eut aussi la nationalisation des usines, des immeubles et autres biens de l'oligarchie de Somoza.

Au cours des onze années suivantes, l'enseignement a été généralisé, l'université a été ouverte aux classes populaires, des programmes d'assistance sociale ont été créés, un système de santé universel et d'autres services de base ont été mis en place, et des comités de défense sandinistes (CDS) ont été créés pour organiser la population des quartiers.

Le FSLN a également instauré une politique fiscale équitable, les droits des travailleurs et une justice sociale historique pour la côte caraïbe, en raison de l'exploitation et des discriminations contre les peuples autochtones. C'était donc un programme axé sur le socialisme pour en préparer les conditions matérielles, avec des approches tactiques et stratégiques, qui, malgré les difficultés du contexte et la menace de l'impérialisme US, ont ouvert de nouvelles promesses de rupture avec le système hégémonique.

Cependant, la réforme agraire n'allait pas assez loin : les expropriations se concentraient principalement sur les avoirs de Somoza et de ses alliés en préservant les intérêts des grands groupes capitalistes et des puissantes familles que certains dirigeants sandinistes voulaient transformer en alliés ou en compagnons de route. En outre, au lieu de donner la priorité aux petites et moyennes exploitations, le FSLN a rapidement créé un secteur agraire d'État et des coopératives, ce qui n'était pas en phase avec les attentes de la population rurale, dont une partie fut attirée par les Contras contre-révolutionnaires.

L'auto-organisation et le contrôle des travailleurs n'étaient pas assez encouragés. Une partie de la direction du FSLN a été formée dans les années 1960-1970 à Cuba, qui, sous l'influence de l'Union soviétique stalinisée, promouvait alors l'organisation populaire dans un cadre très contrôlé et limité. En conséquence, les masses ne pouvaient pas participer pleinement à leur propre émancipation.

La trahison du programme historique du FSLN et l'instauration d'un régime corporatiste autoritaire

Quand le FSLN a perdu les élections en 1990, la nouvelle situation internationale favorisait la droite, et la restauration capitaliste en Europe orientale a privé le Nicaragua d'alliés internationaux. Mais commençait aussi à sourdre un certain découragement quant à la direction prise par le processus révolutionnaire. Dans les bases sandinistes il y avait un malaise dû à la bureaucratisation et au verticalisme de la Direction nationale du FSLN qui nommait les membres du CDS, les dirigeants syndicaux, les cadres territoriaux et les cadres intermédiaires. Progressivement, l'absence de démocratisation de ces organes a conduit au développement d'une direction sandiniste

bureaucratique jouissant de privilèges contrastant avec la réalité de la grande majorité à qui il était demandé de faire des sacrifices économiques et sociaux au nom de la révolution.

Lorsque les principaux commandants de la direction nationale, des administrations et de l'encadrement intermédiaire s'emparèrent - dans ce que l'on appelle communément la piñata - de terres, plantations de café, demeures, haciendas, automobiles et autres biens de l'État que la révolution avait pris au nom de la grande majorité, ce malaise s'est approfondi. Les arguments présentés par les commandants étaient qu'il s'agissait d'empêcher l'ennemi de s'emparer de ce qui avait coûté tant de sang, mais cela ne suffisait pas pour expliquer à la population l'enrichissement personnel de la bourgeoisie sandiniste alors naissante.

Par la suite, le FSLN sous Daniel Ortega a adopté une attitude oscillant entre compromis et confrontation avec le gouvernement de l'Union de l'opposition nationale (UNO) de Violeta Chamorro. La Direction nationale du FSLN, contrôlée principalement par le courant de la gauche démocratique de Daniel Ortega, d'un côté encourageait les luttes contre les privatisations, tandis que de l'autre elle soutenait à l'Assemblée nationale le gouvernement Chamorro qui les menait.

À la fin des années 1990, Ortega a conclu un pacte avec le Parti libéral constitutionnaliste (PLC) d'Arnoldo Alemán, président depuis 1997, dans une sorte de coexistence avec la droite la plus conservatrice et la plus corrompue. Ce sont des « amitiés dangereuses » pour un projet révolutionnaire. C'était cependant profitable pour le FSLN de Daniel Ortega et le PLC d'Alemán, qui ont obtenu différents avantages de ces pactes. On l'a vu avec le soutien du PLC à Ortega face aux accusations d'abus sexuels de la part de sa belle-fille Zoilamérica Narváez. Et, quelques années plus tard, quand Alemán, condamné à 20 ans de prison pour la corruption galopante de son gouvernement, a été autorisé à purger sa peine en résidence surveillée grâce aux hommes qu'Ortega avait placés dans le système judiciaire, jusqu'à ce que la Cour suprême annule la condamnation en 2009, sous la présidence d'Ortega.

La réforme de la loi électorale des années 2000, promue par les députés sandinistes et libéraux, est un autre produit du pacte Ortega-Alemán. La réforme permet de remporter la présidence et la vice-présidence de la République avec un minimum de 35 % en devançant le second candidat de 5 points. Cette nouvelle loi électorale a permis à Daniel Ortega, qui n'avait plus assez de soutiens depuis 1990, d'être élu en 2006 avec 38,07 % des voix.

Faisant partie de l'opposition, le groupe parlementaire sandiniste a voté en 2006, en accord avec les députés conservateurs, une loi interdisant complètement l'avortement. Ils l'ont fait dans le cadre du pacte avec la droite qui avait permis au FSLN de revenir à la présidence de la république aux élections de fin 2006. Et c'est sous la présidence de Daniel Ortega - qui a refusé de casser la loi - que cette interdiction a été intégrée au nouveau code pénal entré en vigueur en 2008. Cette interdiction ne permet aucune exception, même si la santé ou la vie de la femme enceinte est en danger ou si la grossesse résulte d'un viol.

Cette démarche a accompagné les progrès réalisés dans la consolidation d'autres amitiés dangereuses : cette fois, avec un ancien adversaire du FSLN, le cardinal Miguel Obando y Bravo, réintégré par Ortega dans la vie publique comme président de la Commission Réconciliation, Paix et Justice, organe chargé de veiller au respect des accords par les démobilisés de guerre. Ce fut le début d'une autre relation privilégiée entre le FSLN d'Ortega et les pouvoirs en place. Afin de gagner les voix des conservateurs, Daniel Ortega a épousé Rosario Murillo à l'église avant les élections de novembre 2006, avec le cardinal Obando comme officiant.

C'est également après le retour d'Ortega au gouvernement que le FSLN a formalisé les accords avec le COSEP, formant une alliance entre ces deux secteurs, présentée comme un espace pour un accord

tripartite entre le gouvernement, le secteur privé et les syndicats. Cependant, la participation des syndicats était symbolique puisqu'ils ont été cooptés par les intérêts du FSLN, c'est-à-dire du tandem Ortega-Murillo, comme le prouvent les positionnements de la Centrale sandiniste des travailleurs (CST) dans les luttes des travailleurs contre les gros employeurs tels que la famille Pellas ou face aux accords sur le salaire minimum. Ainsi, peu à peu, de l'élaboration des lois aux négociations salariales, la politique économique nicaraguayenne a été subordonnée aux intérêts du grand capital national. Cependant, un pacte de cette nature ne peut être limité au grand capital national, car sa propre dynamique mène au capital transnational, en particulier à l'industrie extractive et, surtout, à l'industrie minière. Tout cela sous-tend la logique néolibérale qui prévaut dans la région : canalisation des ressources publiques vers des investissements privés, externalisation et privatisation des services, exonérations fiscales et avantages pour le capital, etc.

L'accord de libre-échange avec les États-Unis a été adopté en 2005. Bien que le groupe parlementaire du FSLN, alors dans l'opposition, en octobre 2005 ait voté contre sa ratification, en 2006 les parlementaires du FSLN ont soutenu les modifications d'une série de lois permettant l'adoption des conditions imposées par les USA. D'ailleurs, une fois au pouvoir à partir de 2007, le gouvernement de Daniel Ortega n'a aucunement tenté d'abroger cet accord de libre-échange avec la superpuissance américaine. C'est un changement de cap supplémentaire dans l'orientation du FSLN, qui accusait auparavant le gouvernement du président Enrique Bolaños d'avoir asservi le Nicaragua aux intérêts économiques de Washington. L'approbation de ce traité par les députés du FSLN s'est accompagnée d'un soutien à la modification de toute une série de lois afin de se conformer aux conditions imposées par les États-Unis. D'autres traités de libre-échange ont été approuvés avec l'appui du FSLN : un traité avec Taïwan (entré en vigueur en 2008), un traité entre l'Amérique centrale et le Mexique (2011) et un autre entre l'Amérique centrale et l'Union européenne (2012).

En 2006, le Nicaragua a bénéficié d'un allègement de sa dette dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTe) : le FMI a annulé 206 millions de dollars de la dette nicaraguayenne. Lorsque Ortega est revenu au gouvernement en 2007, le programme du FMI était terminé et le Fonds ne voyait pas la nécessité d'en signer un nouveau considérant la dette du Nicaragua comme viable. Le gouvernement de Daniel Ortega a néanmoins insisté pour mettre en place un nouveau programme visant à attirer les investisseurs étrangers. Le FMI a finalement accepté, exigeant du gouvernement d'approfondir les politiques néolibérales poursuivies par la droite et d'appliquer une austérité budgétaire afin de dégager un excédent fiscal primaire.

Les institutions de Bretton Woods n'ont donc rien à reprocher au gouvernement nicaraguayen. Le FMI note « le succès du Nicaragua dans le maintien de la stabilité macroéconomique » (mars 2016). Lors de la dernière visite de son équipe technique (février 2018), cette organisation a déclaré que « la performance économique en 2017 était supérieure aux attentes et les perspectives pour 2018 favorables ». Quant à la Banque mondiale, elle a choisi le même moment, en avril 2018, alors que le gouvernement d'Ortega venait d'annoncer des mesures néolibérales concernant la sécurité sociale, pour féliciter Ortega pour sa politique économique judicieuse. En d'autres termes, le Nicaragua a respecté les directives que ces organisations imposent à la région.

Tout cela a été possible avec le contrôle majoritaire de l'Assemblée par le FSLN. En outre, en novembre 2013, Ortega a présenté une initiative visant à adopter une loi réformant la Constitution de la République, qui prévoyait notamment d'élire le président à la « majorité relative » des voix, indépendamment du pourcentage obtenu, et de permettre des réélections présidentielles illimitées. Actuellement, le FSLN d'Ortega exerce un contrôle absolu sur l'Assemblée, avec 71 députés sur un total de 92.

Il y a aussi deux grandes trahisons du FSLN envers son programme historique qui ne peuvent être

passées sous silence. La première est la démobilisation et la destruction du tissu organisationnel populaire et des grands mouvements sociaux, majoritairement cooptés par le régime. Cela se fait par le contrôle à différents niveaux, depuis la normalisation légale, avec l'interdiction de se présenter à des élections sur des listes indépendantes, et par le contrôle exercé par le biais des Conseils du pouvoir du citoyen (CPC), qui sont des formes d'organisation verticales qui visent à contrôler les citoyens aux fins du pouvoir du couple présidentiel.

L'autre trahison est celle des droits des femmes. Avec l'interdiction totale de l'avortement, la réforme de la loi sur les violences masculines, la persécution du mouvement féministe critique du régime, l'impunité pour des années d'abus sexuel contre Zoilamérica, etc., cette trahison remet en question tout le système politique et social autour de l'ortéguisme. En 2012, après une importante campagne menée par des organisations féminines de base - qui remontent à l'époque de la révolution -, le Nicaragua a adopté la loi 779 qui combattait les violences faites aux femmes. Cette loi supprimait l'exigence antérieure de médiation en cas de viol. Cette loi était le résultat d'une campagne progressiste, mais il y avait aussi une campagne réactionnaire contre elle, menée par la hiérarchie catholique qui la qualifiait d' « anti-famille ». La loi a donc été sérieusement affaiblie par un amendement 15 mois après son adoption sans aucune résistance de la part du FSLN.

Fronts de lutte féministes et de base paysans-ouvriers, répression d'État comme réponse

À ce stade, il a été démontré que le programme historique du FSLN, qui défend les droits et l'égalité entre les peuples, est en contradiction avec la dérive prise par l'ortéguisme. De tous les fronts de lutte ouverts, ce sont les mouvements de femmes, critiques envers le gouvernement, qui n'ont cessé de dénoncer des modifications apportées à la loi 779 qui réduit le féminicide au domaine des relations de couples hétérosexuels ou qui inclut la médiation avec les agresseurs en tant que mécanisme de résolution des conflits. En d'autres termes, la loi a été vilipendée, tout comme les corps de femmes nicaraguayennes exposées à ces lois ou manifestant dans la rue pour faire valoir leurs droits.

Sur d'autres fronts, on trouve également la lutte contre l'extractivisme, et il y a différents exemples de conflits entre l'accumulation de capital et la pérennité de la vie elle-même, dus à l'incompatibilité entre extractivisme comme moteur du développement qui ne profite ni à la grande majorité ni aux communautés qui souffrent de ses effets négatifs, comme à Rancho Grande ou à Mina El Limón. Dans les deux cas, face à l'organisation et à la mobilisation des communautés, la réponse a été la répression. La même chose se produit avec les projets miniers, hydroélectriques et agro-industriels.

Mais, de tous ces projets qui représentent une menace pour les communautés et l'environnement, il en est un qui a provoqué une mobilisation importante, à l'échelle nationale et internationale, qu'Ortega n'a pas été en mesure de dissimuler : le projet de construction d'un canal interocéanique qui propose de scinder le pays et la région en deux, de la mer des Caraïbes à l'océan Pacifique, traversant le lac Nicaragua, principale réserve d'eau douce d'Amérique centrale. Dans ce cas, la réponse a été la persécution, la répression et la stigmatisation des mouvements sociaux.

Ainsi, le gouvernement, qui sert les intérêts du capital privé (qu'il soit détenu par des capitalistes « traditionnels » locaux, bureaucratiques ou étrangers), non seulement agit pour réprimer le peuple en faveur des multinationales, mais est également complice de la destruction de l'environnement et coupable de violations généralisées des droits humains.

Avril 2018 et la mobilisation populaire contre le régime : l'ortéguisme franchit le Rubicon

Onze années se sont écoulées depuis le retour au pouvoir d'Ortega, une période au cours de laquelle suffisamment de mécontentement social s'est accumulé pour que deux événements déclenchent la flambée d'avril 2018 : l'inaction du gouvernement face à l'incendie de la réserve d'Indio Maíz et le projet de réforme de l'Institut de sécurité sociale nicaraguayen (INSS). Cette réforme aurait réduit les retraites actuelles de 5 %, limité l'indexation des pensions sous le taux d'inflation et instauré des réductions des futures pensions d'environ un million de salariés, pouvant atteindre 13 %.

L'explosion sociale s'est reflétée dans la mobilisation dans les rues de plusieurs villes nicaraguayennes et a attiré l'attention de la communauté internationale sur le Nicaragua et le mécontentement populaire contre le régime.

Le 18 avril, des manifestations et des protestations ont éclaté spontanément et pacifiquement dans des villes importantes comme León ou Managua et ont été immédiatement violemment dispersées par le gouvernement. Divers rapports sur les droits humains font référence à des groupes progouvernementaux organisés ou « forces de choc » recrutés dans la jeunesse sandiniste, en plus de la police anti-émeute. Ce recours disproportionné à la violence a nourri les manifestations et les mobilisations du 19 avril par le biais des « autoconvocados » : il s'agit de jeunes, d'étudiant·e·s, de travailleur·e·s, etc., qui ont organisé des blocages de rues et de villes avec les « tranques » qui se sont peu à peu étendus dans le pays à des villes comme Masaya, Grenade, Matagalpa, Rivas et Estelí, associés à d'autres collectifs et mouvements. Depuis ce jour, le gouvernement d'Ortega-Murillo poursuit la répression policière et militaire, en particulier avec les agissements de groupes paramilitaires qui ont tiré sur la population sans discrimination. Ces groupes sont masqués, lourdement armés et opèrent en toute impunité, en plein jour et aux côtés des forces de police. Ce qui indique qu'ils agissent en plein accord avec le régime.

Le 22 avril, en raison de la large participation aux manifestations, Ortega a annulé la réforme de l'INSS. Le 24 avril, le gouvernement a décidé d'engager un Dialogue national avec une partie des manifestants et d'autres acteurs sous l'égide de l'Alliance civique pour la justice et la démocratie, composé d'organisations de la société civile, d'étudiant·e·s, de paysan·e·s et même du monde des affaires, et avec l'Église catholique comme médiatrice, dans le but de résoudre le conflit. À ce moment, les mouvements sociaux avaient déjà clairement exprimé leurs exigences pour établir un dialogue : pas de négociation sans arrêt de la répression, la garantie de justice et de réparation pour les manifestants assassinés les jours précédents et le départ du duo Ortega-Murillo du pouvoir, en tant qu'objectif non négociable. La revendication des mouvements sociaux était donc de négocier une transition post-Ortega. Cependant, après avoir insisté sur ces points, le gouvernement a décidé de suspendre le dialogue. Pour le mouvement social, poursuivre la négociation dans ce contexte aurait signifié un renforcement de l'ortéguisme et de son régime répressif.

En même temps, les institutions de l'État ont réagi rapidement pour légitimer la répression, par exemple avec la promulgation de la loi antiterroriste, qui criminalise et persécute spécifiquement les dirigeants de mouvements sociaux. Des milliers d'exilés et plus de 400 morts, comme l'expulsion des organisations nationales et internationales de défense des droits humains, dont l'ONU elle-même, rendent compte du point de non-retour atteint par le régime. Après le recours massif à la terreur afin de réprimer et d'intimider la population, le gouvernement a repris le contrôle des rues à la mi-juillet. Depuis lors, plusieurs centaines de personnes qualifiées de « terroristes » par le gouvernement ont été arrêtées et sont toujours emprisonnées, les droits de la défense ne sont pas respectés - les associations de défense des droits humains ne sont pas autorisées à accéder aux prisons, les avocats de certains détenus non plus. Certains d'entre eux ont été intimidés et torturés

afin de les forcer à faire de faux aveux qui corroboreraient l'affirmation selon laquelle le gouvernement ferait face à un complot visant à le renverser par la force.

Suite à la répression, une partie de la population a été suffisamment intimidée pour ne pas participer aux protestations de rue. De nombreuses manifestations ont néanmoins été organisées, mais elles n'ont pu rassembler autant de participants qu'entre avril et juillet 2018. Elles étaient organisées par une diversité de mouvements et d'organisations : Articulation des mouvements sociaux et des organisations de la société civile, Alliance civique pour la justice et la démocratie, mouvements étudiants, Mouvements du 19 avril (sur tout le territoire national), organisations communautaires, Mères d'avril, comités de prisonniers politiques, mouvements de femmes et réseaux féministes, collectifs LGTBIQ, universités, syndicats et associations professionnelles indépendantes... Mais il existe un consensus pour qu'Ortega et Murillo quittent le gouvernement et sur la nécessité de reconstruire le sandinisme sans Ortega.

Mais toutes ces organisations s'opposent également aux ingérences extérieures qui cherchent une issue au conflit vers un « ortégisme sans Ortega » ; c'est-à-dire le maintien d'une structure clientéliste qui protège les intérêts économiques du capital national et transnational. Par conséquent, l'un des principaux défis actuels pour les mouvements est le débat et le consensus sur cette transition et cette feuille de route, et sur le fait que des acteurs tels le COSEP, actuellement déterminants pour la sortie d'Ortega-Murillo, ne constituent pas une menace pour un projet social et économique émancipateur.

À ce point de non-retour, le régime utilise une rhétorique anti-impérialiste pour présenter une tentative de « coup d'État en douce » comme cela s'est produit dans d'autres pays de la région. L'orthodoxie anti-impérialiste actuelle est réduite à un affichage utile pour se légitimer dans la sphère internationale, mais qui réduit à une ingérence extérieure un conflit aux racines profondes et complexes dans la réalité nationale. En interne, il ne profite qu'à un groupe de personnes assez privilégiées pour ne pas subir les pires reflets du régime qu'elles ont instauré au Nicaragua.

Une partie de la gauche internationale défend cette compréhension du conflit. Elle considère que les puissances impérialistes - à commencer par les États-Unis et leurs alliés dans la région - sont en grande partie responsables de la déstabilisation de la situation interne du pays et qu'un secteur dominant du mouvement de protestation est dirigé ou manipulé par la droite réactionnaire. Cette partie de la gauche internationale se méfie des informations affirmant que le régime porte la responsabilité principale des centaines de morts qui ont résulté de ces événements dramatiques, voire les considère comme de fausses déclarations.

Ortega et ses partisans ne peuvent toutefois pas démontrer cette prétendue tentative de coup d'État. La plupart des manifestants n'ont utilisé aucun moyen terroriste. Le gouvernement n'a pas pu montrer la preuve d'un seul mercenaire étranger impliqué dans le mouvement. Aucun secteur de l'armée n'a été dénoncé par Ortega pour avoir soutenu l'idée d'un coup d'État. En dernière analyse, l'armée est restée du côté du régime jusqu'à ce jour.

Face aux faits présentés ici, il est tout simplement fallacieux de rechercher l'équivalence de coups d'État en douce dans le cas du Nicaragua, tout comme il est irresponsable de réduire les mobilisations actuelles au vandalisme de certains groupes, ou que les droits humains, et en particulier les droits des femmes, puissent être objets de négociation ou monnaies d'échange pour n'importe quelle société, et encore moins pour celle qu'un jour nous, en tant que gauche révolutionnaire, aspirons à construire. Il est également fallacieux de présenter le gouvernement d'Ortega comme un gouvernement socialiste, ou de gauche, compte tenu des politiques mises en œuvre depuis onze ans en faveur du capital - comme le montre le soutien du FMI, de la Banque mondiale et du grand capital à Ortega, ainsi que le soutien des puissances capitalistes, y compris

l'impérialisme américain, jusqu'à ce que la répression devienne trop forte pour qu'elles continuent à soutenir le régime publiquement. Aucun peuple ne doit se contenter de moins que les aspirations les plus nobles en matière de libertés, de démocratie, de justice sociale et de droits humains qu'il a acquis, en l'occurrence synthétisées dans les idéaux sandinistes. La logique du moindre mal finit par être le chemin le plus court vers le plus grand mal !

Pour toutes ces raisons, la IV^e Internationale, qui depuis le début s'est consacrée à la solidarité avec la Révolution sandiniste, soutient les secteurs de gauche et démocratiques de la résistance, la rébellion et le pouvoir populaire contre le régime ortéguiste actuel et manifeste sa solidarité avec les secteurs qui luttent pour la reconstruction d'un sandinisme qui soit anticapitaliste, démocratique et respectueux des droits humains, et qui soit capable de se débarrasser du despotisme néolibéral et répressif qui écrase les classes populaires nicaraguayennes.

Halte à la répression des mouvements populaires nicaraguayens ! Libération immédiate de tous les prisonniers politiques !

Pour les droits des femmes ! Légaliser l'avortement maintenant !

A bas le régime néolibéral criminel d'Ortega-Murillo !

Contre toute ingérence impérialiste dans les affaires intérieures du Nicaragua ! Pour le droit des peuples, au Nicaragua, en Amérique centrale et au-delà, de prendre en main leur destin !

Pour la refondation sandiniste ! Vers une alternative écosocialiste au modèle extractiviste axé sur l'exportation et au système capitaliste, ce qui implique une rupture nécessitant le plus haut niveau de démocratie et d'auto-organisation !

Nous articulerons ces revendications dans une campagne de solidarité internationaliste avec les victimes de la répression au Nicaragua.

Bureau Executif de la Quatrième Internationale

28 Octobre 2018, Amsterdam